



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Avril 2025

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM Europe

Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

Actions clandestines, États-Unis

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Tanguy Quidelleur qui a rejoint le domaine Asie – Afrique – Moyen-Orient en tant que postdoctorant.



Tanguy Quidelleur est docteur en science politique de l'Université Paris Nanterre. Il est actuellement chercheur postdoctorant au Centre européen de sociologie et de science politique (CNRS, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne et EHESS) dans le cadre du programme « Résident » de l'IRSEM. Il a auparavant été Postdoctoral visiting fellow au Conflict Research Group (CRG) de l'université de Gand ainsi qu'à l'Institut des sciences sociales du politique (CNRS – ENS Paris Saclay – Université Paris Nanterre). Il est aussi diplômé de l'Université de Rennes 1, de l'Université Marmara à Istanbul et a enseigné dans différentes universités françaises et belges.

Ses travaux s'intéressent aux impacts des conflits armés sur les populations, aux mobilisations armées et poli-

tiques qui en découlent, aux dynamiques de privatisation de la sécurité, aux interventions internationales, ainsi qu'aux recompositions de l'État. Depuis 2017, il a conduit plusieurs terrains de recherche au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

Note de recherche 147 – 3 avril.

« [L'aide américaine à l'Ukraine – Modalités, acteurs du soutien et perspectives face à Trump II](#) », par Gabriel Porc, 17 p.



Alors que l'administration Trump II a pris des mesures pour stopper l'aide aux pays étrangers, cette note vise à replacer l'assistance américaine à l'Ukraine dans le temps long. Elle aborde les grandes typologies de l'assistance – militaire, économique et au développement – pour présenter le cadre institutionnel de cet outil de politique étrangère. Les relais pro-Ukraine de cette aide établis à Washington, qui collaborent avec les pouvoirs exécutif et législatif, sont abordés. La note présente également les acteurs partenaires des États-Unis dans la mise en place de ces politiques

d'assistance et fait apparaître l'importance des acteurs paragouvernementaux dans leur conduite. La rupture trumpiste est majeure et amorce un changement de paradigme sur l'enjeu de l'assistance avec des perspectives de résilience relativement minces pour les acteurs.



Brève stratégique 83 – 11 avril.

« [Annonces des retraits des Conventions d'Ottawa et d'Oslo : un signal inquiétant](#) », par Julia Grignon et Inès Bouffartigue Sebastia, 2 p.

Le souhait formulé mi-mars par plusieurs pays européens de se retirer de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel se veut certes une réponse face à la menace russe mais soulève des inquiétudes quant au respect des règles du droit des conflits armés, compte tenu des effets dévastateurs de ces armes pour les civils.



Étude 122 – 29 avril.

« [Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie](#) », par Anne-Marie Brady, 104 p.

La Nouvelle-Calédonie, également connue sous les noms de Kanaky ou « le Caillou », est une collectivité française *sui generis* située dans le Pacifique Sud-Ouest. Depuis longtemps, elle est dans le viseur de la République populaire de Chine, qui y voit un territoire « d'importance stratégique » en raison de sa position proche des routes maritimes qui connectent l'Indo-Pacifique et de ses ressources minérales, notamment de nickel et de cobalt, des minerais cruciaux pour le projet de modernisation et d'expansion de l'Armée populaire de libération. Si, jusqu'à récemment, la Nouvelle-Calédonie n'entretenait que des relations très limitées avec la Chine, les contacts se sont rapidement intensifiés depuis 2016.

Cette étude analyse les relations entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie, notamment les activités d'ingérence étrangère présumées de Pékin, et examine dans quelle mesure celles-ci influent sur l'évolution du statut politique du territoire et de ses politiques. Elle replace également les intérêts et la politique chinoise en Nouvelle-Calédonie dans le cadre plus large de l'agenda stratégique et militaire du Parti communiste chinois dans l'Indo-Pacifique, aujourd'hui principal théâtre de la compétition géostratégique.

Cette étude arrive à point nommé alors que la Nouvelle-Calédonie a connu en 2024 des mois de violences et de troubles qui l'ont menée, selon certains observateurs, au bord de la guerre civile. Ces événements ont aiguillé, aux niveaux régional et international, la conscience de l'avenir incertain qui attend Kanaky et du rôle qu'y jouera la Chine.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



20 & 21. Revue d'histoire, n° 164, « [L'histoire des armées à l'épreuve des archives](#) », co-dirigé par Maxime Launay, Presses de Sciences Po, 2024/4, 222 pages.

L'écriture de l'histoire contemporaine des armées se heurte à de nombreux obstacles liés à l'accès aux archives, tant en France qu'à l'international. Si des restrictions d'accès aux documents militaires sont constatées dans les différentes régions abordées dans ce dossier (Europe de l'Ouest et de l'Est, Afrique et Moyen-Orient), en raison de leur sensibilité, elles sont également dues aux réticences des institutions militaires à mettre leurs documents à disposition, même lorsque la loi l'exige. Face à ce verrouillage partiel ou total des archives, quelles solutions peuvent envisager les historiens ? Les chercheurs réunis dans ce numéro de *20 & 21. Revue d'histoire* co-dirigé par Maxime Launay, chercheur à l'IRSEM, se penchent sur ces défis archivistiques, historiographiques et épistémologiques.

ÉVÉNEMENTS

1^{er} avril : Conférence « Les pratiques chinoises d'ensemencement des nuages sur le plateau tibétain à la frontière entre la Chine et l'Inde ».



Le 1^{er} avril s'est tenue dans l'amphi Moore (École militaire) la conférence « Les pratiques chinoises d'ensemencement des nuages sur le plateau tibétain », consacrée à la restitution de la note de recherche IRSEM 146, co-écrite par [Marine de Guglielmo Weber](#), chercheuse environnement, énergie et matières premières stratégiques, et Amrita Jash, maître de conférences au département de géopolitique et de relations internationales de la Manipal Academy of Higher Education (Inde).

Marine de Guglielmo Weber a ouvert le séminaire en proposant la définition de l'ensemencement des nuages – technique de diffusion d'aérosols visant à modifier les précipitations – et a ensuite dressé un état des lieux de son utilisation dans une cinquantaine d'États. Elle a ensuite retracé l'histoire des pratiques chinoises de modification de la météo, depuis les années 1950 jusqu'au programme *Sky River*, dont le déploiement sur le plateau tibétain suscite des tensions avec l'Inde. Deux préoccupations majeures ont été relevées : la crainte d'un impact involontaire sur les conditions météorologiques indiennes et le renforcement de l'hydro-hégémonie chinoise.

Après un échange avec le public, la discussion s'est élargie aux techniques de modification du climat (géo-ingénierie). Sofia Kabbej, doctorante à l'Université du Queensland, a présenté la diversité des projets existants et les défis de gouvernance et de défense qu'ils posent, explorant plusieurs scénarios de déploiement, du cadre unilatéral à une gestion collective par la société civile. Léna Chinchio, chargée de mission au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a ensuite retracé l'évolution des discussions internationales et détaillé la position française et européenne sur ces enjeux. Enfin, Julie Bonneau Dorin,

chargée de mission au ministère des Armées, est revenue sur les implications de défense de la géo-ingénierie, s'appuyant notamment sur le rapport « Géo-ingénierie solaire : enjeux géostratégiques et de défense » publié en 2023 par l'Observatoire Défense & Climat.

Marine de GUGLIELMO WEBER

2 avril : Visite des étudiants du master Droits de l'homme et Justice internationale de l'Université Paris-Panthéon-Assas.



Le 2 avril 2025, l'IRSEM a accueilli les étudiants du master Droits de l'homme et Justice internationale de l'Université Paris-Panthéon-Assas. Dans un premier temps, [Wendy Ramadan-Alban](#), déléguée au développement international et aux relations institutionnelles, leur a présenté les missions de l'IRSEM ainsi que les travaux en cours. Les chercheurs [Élie Baranets](#) et [Yves Auffret](#) ont pris activement part aux échanges, aux côtés de la doctorante résidente Priyangaa Thivendrarajah et de la directrice scientifique [Julia Grignon](#), et ont exposé tour à tour leur parcours et les choix qui les ont conduits à l'IRSEM. Dans un second temps sont intervenus le commissaire Nirina Rahary, qui a présenté l'activité du Bureau du droit des conflits armés de la direction des affaires juridiques du ministère des Armées, puis le lieutenant-colonel Marc Forterre, chef du bureau Affaires internationales de l'École de guerre. Ils ont décrit aux étudiants les interactions entre leurs institutions respectives et l'IRSEM, ainsi que la place du droit des conflits armés au sein du ministère des Armées.

4 avril : Séminaire « Mobiliser des civils pour la guerre – Leçons de l'expérience ukrainienne », avec Anna Colin Lebedev (ISP).



Le cycle de séminaires IRSEM/ISP intitulé « [L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations](#) » et coordonné par Anna Colin Lebedev (ISP, Université Paris Nanterre), Anne Le Huérou (ISP, Université Paris Nanterre), [Céline Marangé](#) (IRSEM) et [Victor Violier](#) (IRSEM), s'est ouvert ce vendredi 4 avril sur le thème de « Mobiliser des civils pour la guerre, leçons de l'expérience ukrainienne » avec comme intervenante Anna Colin Lebedev, enseignante-chercheuse en science politique et maîtresse de conférences à l'Université Paris Nanterre. Deux axes majeurs de réflexion ont été identifiés pour le nouveau cycle : la place des civils dans la conduite de la guerre, le lien entre les régimes politiques et l'engagement des sociétés dans la guerre. Cette séance a permis la présentation des enjeux liés à la mobilisation en Ukraine à l'aune des travaux de terrain de la chercheuse. Le choix d'un modèle hybride, entre armée de masse et armée professionnelle a été fait depuis 2014, selon Déborah Sanders citée par Anna Colin Lebedev. L'invasion de l'Ukraine par la Russie contraint l'armée ukrainienne à une réorganisation de sa structure et de ses modes de recrutement. La présentation a mis l'accent sur deux transformations.

Premièrement, l'émergence d'une zone « grise » de conduite de la défense, entre les domaines civil et militaire. Ainsi, les civils – associations, entreprises... – jouent par exemple un rôle dans l'approvisionnement des forces armées, la formation des combattants, ou encore l'évacuation des blessés de la zone de front. Ils sont aussi forces de proposition d'innovations. Cette circulation des savoir-faire semble pionnière dans la capacité à innover et s'adapter.

Deuxièmement, la société civile formule ses exigences pour adapter le recrutement militaire aux préoccupations de la

société, et propose des innovations telles que le recrutement ciblé, le rapprochement avec les pratiques entrepreneuriales ou la décentralisation du recrutement. Dans une Ukraine où le consentement à poursuivre la guerre est élevé, les dynamiques à l'œuvre dans les relations civilo-militaires sont déterminantes pour maintenir des niveaux de recrutement nécessaires au maintien des forces opérationnelles. Les discussions ont permis d'éclairer la situation du recrutement en Ukraine, les problèmes et les solutions adoptées par l'État et la société ukrainienne. Une analyse qui permet le questionnement des problèmes liés à l'engagement volontaire jusqu'à la formation des militaires.

Jules MÉMETEAU

8 avril : Séminaire « Les armées au prisme des sciences sociales » : « Est-il encore possible de mobiliser dans une société libérale ? », avec Bénédicte Chéron.



Bénédicte Chéron et François Cailleateau étaient invités le 8 avril 2025 au séminaire « Les armées au prisme des sciences sociales » organisé par le domaine Défense et société de l'IRSEM, intitulé pour cette deuxième séance « Est-il encore possible de mobiliser dans une société libérale ? ». Bénédicte Chéron est maîtresse de conférences à l'Institut catholique de Paris, spécialiste des représentations du fait militaire et des relations armées-société en France ; François Cailleateau est un saint-cyrien qui a servi pendant quinze années dans l'armée de terre au sein des troupes de marine et terminé sa carrière militaire comme chef du Contrôle général des armées.

Cet échange prend pour objet la mobilisation et l'emploi de la force dans le cadre de sociétés démocratiques et libérales. C'est par la formulation de plusieurs héritages depuis la Seconde Guerre mondiale que Bénédicte Chéron introduit la discussion. Trois points sont évoqués : la dissuasion nucléaire, le service militaire, la place de l'emploi

de la force. Le remplacement progressif d'une armée de masse, qui défend le territoire, par l'armement atomique, qui dissuade, a imposé aux armées de communiquer sur cette nouvelle doctrine d'emploi de la force. C'est ainsi que le service militaire a perdu progressivement de sa justification militaire. La tranquillité quotidienne des Français assurée par l'arme nucléaire, profondément ancrée dans nos représentations, a conduit à mettre au second plan l'hypothèse d'une mobilisation de la population.

Le « registre de crise », souvent avancé pour décrire tout type d'adversité, domine aujourd'hui la communication et contribue à brouiller la compréhension de la mission des armées en France. Une donnée qui pourrait expliquer, selon Bénédicte Chéron, une méconnaissance des armées par la population. Dans un second temps, l'échange se poursuit autour du service militaire et de l'engagement français dans un nouveau cycle dit d'« opérations extérieures » à partir des années 1970. Les armées sont présentées comme une solution d'intervention dans les crises et non plus seulement comme engagées dans des rapports de force internationaux.

Dès les années 1990, les armées sont présentées comme un service public, à l'exemple de l'action entamée sous Michel Rocard lorsqu'il initie un chantier de restauration du service public. Un discours qui s'aligne avec les attentes formulées à l'égard de l'institution sur le plan des missions qui lui sont confiées : services au public, crises environnementales, protection intérieure. C'est à travers l'engagement français en Afghanistan que les discours politiques et militaires renouent avec la finalité guerrière des armées. La clarification des scénarios est devenue un défi, les armées sont suspendues à ce registre de crise dominant. Selon François Cailleteau, deux événements majeurs ont renforcé cette incertitude à l'égard du service militaire, à savoir la chute du Mur de Berlin en 1989 – marquant un changement majeur du système international et ouvrant à un désarmement de l'Europe – et la guerre du Golfe, au cours de laquelle le refus d'envoyer des appelés a contribué à la création de l'armée dite professionnelle quelques années plus tard en France.

Bénédicte Chéron a souligné l'importance de l'espace géographique et territorial comme lieu de matérialisation du conflit. Or il ne s'agit pas pour le moment d'envisager une ligne de front sur la frontière du territoire français. Cette notion d'espace est intimement liée à celle de tranquillité quotidienne qui maintient la réalité de la guerre en dehors du territoire national français, procédant d'une mise à distance du conflit pour la population. Dans ce contexte, continuer à se questionner sur la mobilisation en France repose sur l'une des conclusions de ce sémi-

naire, partagée par ces deux intervenants : « c'est plutôt la société qui a influencé l'armée que l'inverse, notamment via le service militaire ».

Jules MÉMETEAU

8 avril : Cycle 2025 de conférences en ligne sur le renseignement : 4. « L'appareil français de renseignement : une administration ordinaire aux attributs extraordinaires », avec Béatrice Guillaumin.

La quatrième conférence du cycle 2025 de conférences sur le renseignement s'est tenue le 8 avril 2025. Béatrice Guillaumin, maître de conférence en droit public à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, a présenté son ouvrage, issu de sa thèse de doctorat, intitulé *L'appareil français de renseignement. Une administration ordinaire aux attributs extraordinaires* (Mare et Martin, 2024). Béatrice Guillaumin a d'abord présenté les grandes étapes de la structuration du droit du renseignement en France avant d'en détailler les grands équilibres à l'œuvre depuis la loi de 2015. Les travaux de Béatrice Guillaumin offrent une perspective novatrice sur le renseignement en abordant ses pratiques et son fonctionnement du point de vue administratif. Cette conférence a réuni près de 60 personnes en ligne et donné lieu à un riche et passionnant échange de questions et réponses.

Clément RENAULT

15 avril : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le séminaire Jeunes Chercheurs du 15 avril était entièrement consacré à des questions méthodologiques et transversales liées à la rédaction de la thèse. La séance s'est déroulée sous la forme de 4 ateliers, articulés autour des thématiques suivantes et animés par des chercheurs de l'IRSEM : « L'interdisciplinarité : enjeux, risques et apports » ([Yaodia Sénou-Dumartin](#)) ; « La positionnalité du chercheur ou de la chercheuse » ([Florian Opillard](#)) ; « Sécurité et pratique des terrains de recherche » ([Marie Hiliquin](#)) ; « Menaces sur les libertés académiques » ([Maxime Audinet](#)).

16 avril : Conférence « The Russia-Ukraine War and the Future of the Security Order », avec Dr Hiski Haukkala (FIIA), Dr Olga Oliker (International Crisis Group) et Amb. Pierre Vimont.



Le 16 avril 2025, l'IRSEM a organisé une table ronde sur l'avenir de l'ordre de sécurité européen dans le contexte de la guerre Russie-Ukraine et de ses évolutions. Le déclenchement de l'invasion à grande échelle menée par la Russie contre l'Ukraine depuis février 2022 avait sonné le glas de l'architecture de sécurité européenne et définitivement enterré les accords d'Helsinki, dont nous aurions dû célébrer le 25^e anniversaire cette année. À cette menace s'ajoutent, pour les Européens, des questions existentielles depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. La nouvelle administration américaine semble déterminée à œuvrer à un retrait progressif des États-Unis de la sécurité européenne et elle a mis en place un processus de négociations à marche forcée sur la résolution de la guerre Russie-Ukraine. Les Européens se trouvent pour l'instant largement exclus de ces négociations qui touchent pourtant au cœur de la sécurité du continent. Dans ce contexte, l'IRSEM a convié trois éminents experts du sujet à analyser le moment géopolitique dans lequel se trouve l'Europe et à imaginer ce à quoi pourrait ou devrait ressembler l'ordre de sécurité régional dans le futur.

Olga Oliker, directrice du programme pour l'Europe et l'Asie centrale de l'International Crisis Group et ancienne directrice du Centre Russie de la RAND Corporation, a analysé les ressorts du changement de politique de Washington sur l'Ukraine, lié selon elle au souhait de l'administration Trump de se démarquer de ses prédécesseurs et à des considérations économiques. Sur la question de l'architecture de sécurité européenne, Olga Oliker a souligné la difficulté d'y associer la Russie tant que cette

dernière considère qu'elle ne peut assurer sa sécurité qu'en dominant ses voisins immédiats. Hiski Haukkala, directeur du Finnish Institute of International Affairs (FIIA) et ancien conseiller diplomatique et directeur de cabinet du président de la République de Finlande, a souligné pour sa part que les autorités russes ne s'étaient départies ni de leurs objectifs stratégiques premiers ni de leur méfiance à l'égard des États-Unis, mais qu'elles chercheraient à engranger tout gain que pourraient lui conférer les négociations. Dans ce contexte, l'objectif des Européens devrait être selon lui d'assurer le meilleur futur possible pour l'Ukraine, ce qui implique à la fois une certaine dose de réalisme et de chercher à préserver ses marges de manœuvre et à trouver à terme avec la Russie un *modus vivendi* mêlant dissuasion et diplomatie. Enfin, Pierre Vimont, ambassadeur de France et ancien secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure, a mis en lumière les divergences entre les positions américaines et européennes sur les négociations ainsi que la façon dont l'Union européenne est en train de se transformer sous la pression combinée de la guerre Russie-Ukraine et des politiques de l'administration Trump. Il a par ailleurs offert des éléments de réflexion sur les sujets, principes et formats qui pourraient composer l'ordre de sécurité européen dans le futur et enjoint aux pays européens de développer une vision en la matière le plus tôt possible. [David Cadier](#), chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM, a introduit, modéré et conclu la discussion, en soulignant notamment que, comme pour la guerre de Corée, l'issue des négociations en cours pourrait façonner l'ordre de sécurité européen pour les années voire les décennies à venir.

David CADIER

17 avril : Conférence « Canary in the Coal Mine: What Trump's 'Bad Neighbour Policy' Implies for the Future of Transatlantic Relations », avec le Pr David Haglund (Université de Queens).



L'IRSEM a accueilli le 17 avril 2025 le professeur David G. Haglund (Queen's University, Canada) pour une conférence consacrée à l'évolution préoccupante des relations canado-américaines depuis le retour de Donald Trump à la présidence. Le titre de son intervention – *Canary in the Coal Mine* – résume à lui seul le message central : les tensions avec le Canada pourraient préfigurer une remise en cause plus large des alliances occidentales, à commencer par l'OTAN.

Partant d'un constat clair, David Haglund a mis en lumière la détérioration brutale des relations bilatérales entre les États-Unis et le Canada, longtemps considérées comme l'un des exemples les plus aboutis de coopération pacifique entre deux États souverains voisins. Un mois seulement après le début du mandat, près d'un tiers des Canadiens sondés déclaraient percevoir les États-Unis non plus comme un allié, mais comme un adversaire, voire un ennemi. En rompant symboliquement avec la *politique de bon voisinage* héritée de Herbert Hoover, l'administration Trump semble revendiquer une posture de *mauvais voisin*, fondée sur l'unilatéralisme et la provocation. À titre d'exemple, Haglund évoque la réintroduction de barrières douanières et même une suggestion d'« annexer » le Groenland. Ces signaux provocateurs ont profondément choqué les milieux politiques canadiens, y compris les figures jusque-là favorables à Donald Trump comme Doug Ford. Ce sentiment de trahison dans la société canadienne serait comparable à celui ressenti par les Américains à l'égard de la France lors du refus de Jacques Chirac d'autoriser une intervention militaire en Irak en 2003.

La discussion qui a suivi la conférence a permis d'élargir l'analyse. Interrogé sur les ambitions américaines en Arctique, Haglund a rappelé que le Groenland représente un enjeu stratégique majeur – pour ses ressources en

minéraux critiques, mais aussi en raison du vide sécuritaire que pourrait provoquer une future indépendance. Un référendum local semble de plus en plus probable, qui obligerait Washington, Ottawa et Copenhague à négocier un nouvel équilibre régional. Le Canada, bien que peu visible, aurait un rôle central à jouer, y compris pour répondre à l'intérêt croissant de la Chine et de la Russie dans cette région.

Face à l'imprévisibilité de Trump, le Canada semble se tourner de nouveau vers ses partenaires européens. Ce « plan B » stratégique tiendrait en un renforcement des liens avec l'Union européenne et l'OTAN, dont le Canada est un membre fondateur. David Haglund a noté que, dans l'imaginaire canadien, la sécurité du Vieux Continent a retrouvé de l'importance, en contraste avec les discours post-guerre froide qui misaient sur un pivot vers l'Asie ou le Sud global. Paradoxalement, l'activisme de Trump redonne un rôle structurant à l'OTAN qui se réorganise autour d'une architecture plus européenne. Il anticipe un probable rapprochement du Canada avec la France et le Royaume-Uni, les deux puissances militaires européennes actives dans l'alliance. Ce réalignement stratégique pourrait se traduire par une diversification des fournisseurs de défense, avec une préférence croissante pour les industriels européens.

En conclusion, le professeur Haglund a présenté trois scénarios possibles pour le Canada : un scénario catastrophe, dit « *reverse Sinatra* », dans lequel une crise profonde avec les États-Unis annoncerait l'effondrement du système transatlantique ; un scénario optimiste, analogue à une crise thérapeutique entre alliés (référence au quasi-conflit entre les États-Unis et le Royaume-Uni en Guyane britannique) ; et enfin un scénario médian, dans lequel le Canada s'europaniserait davantage, s'inscrivant dans une logique de *friendshoring* et de diversification stratégique.

Côme LÉCOSSAIS

30 avril : Séminaire « La Russie en Afrique » : 1. « Les relations économiques et commerciales de la Russie avec l'Afrique : quelles trajectoires ? », avec le Pr Julien Vercueil (INALCO).



L'IRSEM a ouvert le 30 avril 2025 un nouveau cycle de séminaires intitulé « La Russie en Afrique : logiques et répertoires d'action », avec une première séance consacrée aux relations économiques et commerciales entre la Russie et l'Afrique. Le professeur Julien Vercueil (INALCO), économiste spécialiste de la Russie post-soviétique, était l'invité principal de ce séminaire animé par [Alexandre Lauret](#), [Céline Marangé](#) et [Mathieu Mérino](#).

En introduction, les chercheurs de l'IRSEM ont rappelé l'importance d'élargir l'analyse au-delà des prismes sécuritaires ou des sociétés militaires privées, et de considérer la diversité des trajectoires africaines dans la redéfinition contemporaine des relations entre la Russie et les 54 pays africains.

Julien Vercueil a proposé une lecture économique du redéploiement russe sur le continent, amorcé dans les années 2000 et symbolisé par les sommets Russie-Afrique de Sotchi (2019) et Saint-Petersbourg (2023). Le positionnement russe s'appuie sur une rhétorique anticoloniale et un investissement sans conditionnalité de politique démocratique – deux points séduisants pour certains régimes africains.

Les échanges commerciaux russo-africains demeurent néanmoins modestes en valeur absolue : en 2022, ils s'élevaient à 14 milliards de dollars, loin derrière les volumes enregistrés avec la Chine (254 Md \$), les États-Unis (65 Md \$) ou l'Union européenne (295 Md \$).

Julien Vercueil a choisi comme cadre d'analyse les dix premières économies africaines (les A10), qui représentent deux tiers du PIB du continent (3 100 milliards de dollars en 2023) et près de 50 % de sa population, soit 760 millions d'habitants sur 1,4 milliard d'Africains. Il apparaît que la structure des échanges est fortement déséquilibrée : la

Russie importe très peu de produits depuis ces dix pays ; elle est principalement fournisseur, avec un excédent commercial de 10,7 milliards de dollars, se plaçant parmi les dix premiers fournisseurs de six des dix pays.

D'abord, les produits échangés sont concentrés dans quelques secteurs : blé, engrais, pétrole raffiné, acier, armement et équipements industriels (notamment en Algérie). L'Égypte et l'Algérie dominent les flux, tandis que les relations avec les huit autres pays considérés restent fragmentées et peu structurées. De plus, la nature des échanges relève du commerce interbranche plutôt que du commerce intra-branche qui, en général, favorise davantage les échanges de biens à forte valeur ajoutée et qui détermine *in fine* le potentiel de croissance.

Ensuite, les investissements directs russes sont faibles (environ 1 % du total des IDE vers l'Afrique), tandis que les projets structurants, notamment nucléaires, peinent à se concrétiser au-delà du cas égyptien. L'armement, quant à lui, échappe aux statistiques officielles, mais reste un pilier important de l'offre russe. Malgré des ambitions affirmées – notamment dans le secteur du blé – la capacité russe à structurer durablement ses partenariats reste incertaine, faute de moyens économiques comparables à ceux de la Chine ou de l'Union européenne.

Durant la session de questions-réponses, plusieurs points ont été précisés. La guerre en Ukraine n'a pas changé l'orientation de la Russie en Afrique, mais a renforcé l'intérêt stratégique de ces relations dans un contexte de confrontation avec l'Occident. La présence des sociétés militaires privées russes dans des pays pauvres, répond à des logiques politiques ou sécuritaires plutôt qu'économiques ; il existe aussi des liens de dépendance liés à cette économie informelle ou criminelle qu'il n'est pas possible de comptabiliser. Enfin, la relation économique de la Chine et de la Russie est loin d'être complémentaire, les deux puissances opérant sur des terrains économiques distincts sur le continent africain.

En conclusion, Julien Vercueil a souligné que la Russie, malgré un discours offensif et une stratégie d'influence active, reste un partenaire commercial marginal, structurellement excédentaire, mais sans profondeur économique durable. L'avenir de sa présence en Afrique dépendra de sa capacité à investir, à diversifier ses échanges et à proposer une véritable réciprocité. Le scénario le plus probable demeure celui d'une progression lente, opportuniste, marquée par une dépendance accrue aux cycles des matières premières, aux subventions internes et aux aléas géopolitiques.

Côme LÉCOSSAIS

IRSEM EUROPE

1^{er} avril : Séminaire sur l'influence des experts et think tank sur la politique étrangère russe.

Ce 1^{er} avril, IRSEM Europe a reçu Maxime Danielou (docteur en études slaves et chargé de cours à l'université Paris-Nanterre) et Juliette Faure (FNRS postdoctoral researcher at ULB) pour évoquer le rôle des entrepreneurs idéologiques qui façonnent activement la politique étrangère de la Russie. Ils ont illustré leur démonstration en s'appuyant sur l'influence de Sergey Karaganov et de son réseau dans la stratégie de désoccidentalisation menée par la Russie ces dernières années.

2 avril : Événement sur la Défense européenne avec le Cercle francophone des affaires européennes.

Le 2 avril, Ruxandra Popa (secrétaire générale de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN), Charles Fries (secrétaire général adjoint de l'European External Action Service) et Klaus Welle (ancien secrétaire général du Parlement européen) ont été accueillis par IRSEM Europe lors d'un événement coorganisé avec le CFAE sur l'avenir de la défense européenne et les enjeux industriels qui y sont liés.

3 avril : Séminaire sur le Pilier européen de l'OTAN avec l'Institut Jacques Delors.

Le 3 avril, lors d'un séminaire organisé par IRSEM Europe et l'Institut Jacques Delors, Thierry Tardy (chercheur associé en sécurité et défense européennes à l'Institut Jacques Delors et professeur invité au Collège d'Europe) a abordé le concept de pilier européen de l'OTAN, au cœur d'un débat entre autonomie stratégique européenne et renforcement du lien transatlantique dans un contexte de réévaluation de l'engagement américain.

3 avril : Séminaire « Regards croisés Ukraine-Gaza ».

Le 3 avril, IRSEM Europe et *Alternatives humanitaires* ont organisé un séminaire sur les enjeux des droits de l'homme en Ukraine et à Gaza. [Julia Grignon](#) (IRSEM), Jean-François Corty (président de Médecins du Monde, chercheur associé Humanitaire et Développement à l'IRIS) et Boris Martin (rédacteur en chef d'*Alternatives humanitaires*) y ont débattu des défis que rencontrent les ONG face à des conflits intenses, marqués par des accès restreints, des pressions politiques et des dilemmes éthiques, soulignant l'impact des guerres contemporaines sur l'action humanitaire.

4 avril : Séminaire « Femmes et terrains » #3.

Le 4 avril a eu lieu le troisième séminaire de la série « Femmes et terrains », avec comme intervenantes Charlotte Escorne (Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8) et Sonia Le Gouriellec (Université Catholique de Lille). Ce séminaire, qui portait sur la pratique du terrain en Afrique de l'Ouest et les difficultés inhérentes à l'âge et à l'apparence des chercheuses, a également abordé la romantisation de la mise en danger sur le terrain.

7 avril : Séminaire « Nimbus Geopolitics, China and India in the focus ».

Le 7 avril, IRSEM Europe a organisé un séminaire sur la géo-ingénierie chinoise avec [Marine de Guglielmo Weber](#) (chercheuse Environnement, énergie, matières premières stratégiques à l'IRSEM) et Amrita Jash (Département de géopolitique et relations internationales de la Manipal Academy of Higher Education). Ce séminaire était centré sur le programme chinois Sky River et ses implications géopolitiques, notamment les tensions avec l'Inde autour du contrôle des ressources en eaux.

8 avril : Conférence sur les questions stratégiques autour des Balkans et du Caucase avec l'European Council on Foreign Relations.

Le 8 avril, IRSEM Europe a accueilli une conférence organisée avec l'European Council on Foreign Relations. L'événement a réuni des experts pour analyser les défis géopolitiques auxquels l'UE fait face avec les Balkans occidentaux et son voisinage oriental. Le premier panel a abordé les dilemmes de l'élargissement de l'UE et son soutien aux réformes dans ces régions tandis que le second a évoqué le soutien de l'UE à la démocratie géorgienne. Pour terminer, les discussions se sont axées sur les impacts de la montée en puissance de la Chine et de la Turquie sur les stratégies de l'UE.

10 avril : Conférence sur la désinformation en Europe avec l'Université de Tartu (Estonie).

Le 10 avril, IRSEM Europe et l'Université de Tartu (Estonie) ont coorganisé une conférence qui a été ouverte par une intervention de Toomas Hendrik Ilves (ancien président de la République d'Estonie) et d'Alexandre Escorcica (DGRIS, ministère des Armées), qui a insisté sur le rôle clé de la communication stratégique. Cette conférence a été l'occasion d'évoquer les ingérences informationnelles

lors des élections européennes de 2024 ainsi que le rôle de l'éducation et des médias pour lutter contre la désinformation. Les experts invités pour débattre ont aussi souligné l'importance d'une réponse européenne collective pour renforcer la résilience démocratique face à ces menaces de plus en plus importantes.

23 avril : Séminaire « Academic Freedom in China » de la série « China Focus ».

Le 23 avril, Vanessa Frangville (professeure à l'Université Libre de Bruxelles) a été accueillie par IRSEM Europe dans le cadre d'un nouveau séminaire de la série « China Focus ». Ce séminaire portait sur la liberté académique en Chine et les questions de censure concernant des travaux sur la Chine diffusés dans le monde.

24 avril : Conférence sur les résultats des opérations militaires en mer Rouge avec la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Le 24 avril, IRSEM Europe a coorganisé une grande conférence sur les opérations militaires en mer Rouge, avec la FMES. Lors de trois panels distincts, les experts invités pour l'occasion ont échangé sur les enjeux stratégiques spécifiques de la mer Rouge du côté de la Méditerranée puis du côté de l'océan Indien en rappelant toute la complexité de cette région : un carrefour entre le Moyen-Orient, l'Afrique de l'Est, le bassin méditerranéen et l'Asie du Sud. La place de l'Europe et du rôle de la coopération européenne dans cet espace particulier a également été discuté en fin de conférence.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Participation à un track 1.5 franco-britannique sur la Russie au CAPS, MEAE, 2 avril 2025.

- Communication : « [Stratégies d'influence de la Russie en Afrique](#) », Conférence CRASH de Médecin sans frontières (MSF),

6 avril 2025.

- Présentation de recherches sur la Russie en Afrique à l'ambassade de Finlande, 7 avril 2025.

- Participation au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, coordination d'un atelier sur les atteintes aux libertés académiques, 15 avril 2025.

- Rencontre avec des chercheurs et analystes russes de l'International Crisis Group, organisée par David Cadier (IRSEM), École militaire, 15 avril 2025.



CNE Yves AUFFRET

- Présentation au profit des étudiants et étudiantes du M2 Droits de l'Homme et Justice internationale de l'Université Paris-Panthéon-Assas, IRSEM, 2 avril 2025.

- Présentation au profit des étudiants et étudiantes du M2 Relations Internationales parcours études stratégiques de l'Université Paris-Panthéon-Assas, IRSEM, 9 avril 2025.

- Modérateur de la table ronde « Le récit et la perception de la menace dans le cyberspace », dans le cadre du Club Phoenix organisé par la DGRIS à l'Innovation Defense Lab, 15 avril 2025.

- Conférence sur l'étude IRSEM n°121 *Les wargames dans la formation de l'officier* aux Assises françaises d'étude du wargaming 2025 (AEFW 2025), à l'Innovation Defense Lab, 16 avril 2025.

- Cité dans l'article « [Report – AFEW 2025](#) » du Pr Rex J. Brynen de l'Université McGill (Canada) publié sur le blog *Paxsims*, 16 avril 2025.



Élie BARANETS

- Modérateur pour la conférence « Canary in the Coal Mine: What Trump's 'Bad Neighbour Policy' Implies for the Future of Transatlantic Relations », autour des travaux de David Haglund, École militaire, 17 avril 2025.



Elizabeth BUCHANAN

- Article : « [Australia, Canada should build out polar partnership](#) », Breaking Defense, 3 avril 2025.

- Entrée au conseil d'administration de l'organisation Women in International Security, Australie, avril 2025.



David CADIER

- Participation au séminaire de lancement de « l'European Security Initiative » organisé par l'Institut universitaire européen (EUI), Sénat de la République de Pologne, Varsovie, 3 avril 2025.

- Participation au séminaire « The Weimar Triangle in a New Transatlantic Era » (format track 1.5) organisé par le German Marshall Fund, Varsovie, 3-4 avril 2025.

- Organisation d'une réunion sur la guerre Russie-Ukraine et les négociations américano-russes entre les chercheurs de l'International Crisis Group et de l'IRSEM, École militaire, 15 avril 2025.

- Organisation et modération de la table ronde « The Russia-Ukraine War and the Future of the European Security Order » avec Olga Oliker, Hiski Haukkala et Pierre Vimont, IRSEM, 16 avril 2025.

- Organisation et modération d'une réunion fermée (« Dissuader la Russie : une perspective finlandaise sur la sécurité régionale ») autour d'Hiski Haukkala, directeur de l'Institut finlandais pour les affaires internationales (FIIA) et ancien conseiller diplomatique du président de la République de Finlande, IRSEM, 17 avril 2025.



Paul CHARON

- Interviewé dans « Covid, le secret des origines », un documentaire de Nolwenn Le Fustec, « Le monde en face », France 5, 1^{er} avril 2025.

- Conférence : « Chine : surveillance, influence et numérique », École des Mines, 4 avril 2025.

- Cité dans Michaël Szadkowski et Martin Untersinger, « 'Cash Investigation' et deux journalistes françaises visées par une vague de cyberharcèlement prochinoise après une enquête sur Decathlon », *Le Monde*, 14 avril 2025.

- Invité à « Cultures Monde », présentée par Julie Gacon, « [Médias : les États-Unis perdent leur voix](#) », France Culture, 21 avril 2025.

- Interviewé dans « Tik Tok, un réseau sous influence. Naissance d'un géant », un documentaire de Vincent de Cointet, Arte, 13 avril 2025.

- Invité à « Géopolitique », présentée par Marie-France Chatin, « Les 100 jours de Trump », RFI, 24 avril 2025.

- Conférence : « Les opérations d'influence informationnelle de la Chine », Association nationale des auditeurs en intelligence économique de l'IHEDN, École militaire, 24 avril 2025.

- Conférence : « La menace informationnelle chinoise », avec Tadaweb, Cercle Pégase, Sopra-Steria, 28 avril 2025.

- Cité dans « #Chinargets : Quand la Chine harcèle et intimide ses opposants sur le sol français », Radio France, 28 avril 2025.

- Cité dans Simon Leplâtre et ICIJ, « En France, la Chine prête à tout pour faire taire des opposants », *Le Monde*, 28 avril 2025.

- Interviewé dans le Journal de 12h30, France Culture, 29 avril 2025.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Visioconférence sur les motivations géostratégiques des EAU en Afrique, avec Dr Al Badr Al Shatri, enseignant au National Defence College, Abu Dhabi, 2 avril 2025.

- Conférence : « Le Golfe : nouveau centre névralgique du monde arabe ou effet de loupe ? », dans

le cadre du séminaire Moyen-Orient – Maghreb, Sciences Po Lille, 3 avril 2025.

- Entretien avec les auditeurs du BAKS (Berlin) – équivalent allemand de l'IHEDN –, piloté par Céline Marangé, et discussion sur le Moyen-Orient, École militaire, 3 avril 2025.

- Entretien avec CF S.A Khalfan Al Hadabini, PAD (personnalité d'avenir défense) du Sultanat d'Oman, IRSEM, 7 avril 2025.

- Visioconférence sur la présence économique des EAU en Afrique, avec Dr Damyana Bakardzhieva, chercheuse à Anwar Gargash Diplomatic Academy, Abu Dhabi, 8 avril 2025.

- Interviewée par Amélie Zaccour, « [Dans sa diplomatie multipolaire, Abou Dhabi se rapproche de l'axe Israël-Trump](#) » / « [In its multipolar diplomacy, Abu Dhabi moves closer to the Israel-Trump axis](#) », *L'Orient-Le Jour*, 9 avril 2025.

- Visioconférence sur les évolutions de la politique étrangère saoudienne, avec la parlementaire Hana Jalloul Murro, Parlement, Bruxelles, 14 avril 2025.



Brice DIDIER

- Intervention dans le cadre du Research Methodology Course on CSDP « European Security and Defence in a World of Rising Complexity » de l'École doctorale du European Security and Defence College, Athènes, 1^{er}-4 avril 2025.

- Intervention dans le cadre du Séminaire général de Relations internationales et de Politiques planétaires, CERI-Sciences Po, Paris, 15 avril 2025.



Marie GAYTE (associée)

- Médias : « [Comment le vice-président américain JD Vance utilise-t-il le catholicisme à des fins populistes](#) », par Henrik Lindell, *La Vie*, 21 mars 2025.

- Médias : « C Politique » : « [Trump, Vance... Pourquoi nous détestent-ils ?](#) », France 5, 30 mars 2025.

- Médias : « [Paula White, porte-drapeau de la croisade ultra-conservatrice de Donald Trump](#) », par François-Damien Bourgery, RFI, 8 avril 2025

- Invitée à l'émission « Culture Mondes » : « [Aux États-Unis, la tentation réactionnaire/Les catholiques dans le doute](#) », France Culture, 16 avril 2025.



Julia GRIGNON

- Conférence : « Ukraine-Gaza, regards croisés », IRSEM Europe, Bruxelles, 3 avril 2025.

- Médias : « [La troublante disparition d'une Iranienne en France](#) » par Armin Arefi, *Le Point*, 4 avril 2025.

- Invitée à l'émission « Geopolis » : « [Aide humanitaire. Faire face au désengagement américain](#) », Euradio, 10 avril 2025.

- Publication : avec Inès Bouffartigue Sebastia, « [Annonces des retraits des Conventions d'Ottawa et d'Oslo : un signal inquiétant](#) », Brève stratégique 83, IRSEM, 11 avril 2025.

- Invitée à l'émission « Questions du jour » : « [Mines anti-personnel : le droit humanitaire peut-il résister à la pression guerrière ?](#) », France Culture, 11 avril 2025.

- Interviewée par Clara Marchaud, « [À Soumy, les bombes russes pleuvent, tandis que le monde négocie le sort de l'Ukraine](#) », Médiapart, 18 avril 2025.

- Participation à la rencontre-débat « Les médias et les chercheurs face à l'actualité internationale », Laboratoire de recherche en droit UR 7480/Institut universitaire de France/Librairie Pedone, Paris, 24 avril 2025.



CNE Béatrice HAINAUT

- Intervention dans le cadre des « Lundis de l'IHEDN » aux côtés de M. Xavier Pasco et M. Christophe Bonnal portant sur « [L'espace, un enjeu crucial au XXI^e siècle](#) », École militaire, 31 mars 2025.

- Membre du jury de soutenance du mémoire d'un stagiaire de l'École de guerre portant sur « L'intégration des services spatiaux commerciaux au service du champ de bataille », École militaire, 10 avril 2025.



Marie HILQUIN

- Conférence [en ligne] : « Urban Planning and Territorial Transformation in Xinjiang under the BRI: The case study of Kashgar », organisée par Remote Ethnography of Xinjiang Uyghur Autonomous Region. methodology and research Capacity Building, 22 avril 2025.

- Modération du panel : « The Red Sea and the Indian Ocean. Political and military dimensions », IRSEM Europe / FMES, 24 avril 2025.

- Organisation du 3^e séminaire de la série « Femmes et terrains, vers la création d'outils méthodologiques » : Charlotte Escorne, « Faire terrain : réflexion(s) autour d'un "troisième genre" le temps de l'enquête », modéré par Sonia Le Gouriellec, IRSEM Europe, 4 avril 2025.



Maxime LAUNAY

- Publication : avec Jonathan Hassine, « L'histoire des armées à l'épreuve des archives (second 20^e-21^e siècle) », numéro spécial co-dirigé et introduit, 20 & 21. *Revue d'histoire*, n° 164, 2024, p. 5-20.

- Publication : « Tous unis sous le drapeau ? Lutte antimilitariste et décloisonnement social lors du service militaire dans la France des "années 1968" », 20 & 21. *Revue d'histoire*, n° 164, 2024, p. 53-69.

- Organisation du séminaire « Défense et société » : « Est-il encore possible de mobiliser dans une société libérale ? », avec Bénédicte Chéron et François Cailleateau, École militaire, 8 avril 2025.



Alexandre LAURET

- Co-animation du séminaire « [Les relations économiques et commerciales de la Russie avec l'Afrique : quelles trajectoires ?](#) » avec le Pr Julien Vercueil, dans le cadre d'un cycle de conférences « La Russie en Afrique : logiques et répertoires d'action », organisé avec Céline Marangé et Mathieu Mérino, École militaire, 30 avril 2025.



Céline MARANGÉ

- Organisation et animation d'un dialogue entre des auditeurs de la Bundesakademie fur Sicherheitspolitik et des chercheurs de l'IRSEM concernant les répercussions de l'élection de Donald Trump sur la sécurité européenne, la guerre en Ukraine et d'autres régions et théâtres d'affrontement (Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne, Chine), École militaire, 3 avril 2025.

- Co-organisation et animation du séminaire « Mobiliser des civils pour la guerre. Leçons de l'expérience ukrainienne » par Anna Colin-Lebedev dans le cadre d'un nouveau cycle IRSEM-ISP, intitulé « [L'espace social et politique de la guerre: transformations, engagements, adaptations](#) » et organisé avec Anna Colin Lebedev, Anne Le Huérou et Victor Violier, École militaire, 4 avril 2025.

- Participation à une conférence du Grand Continent intitulée « Rencontre avec Dominique de Villepin : le pouvoir de dire non », aux côtés de David Bell, Anna Colin-Lebedev et Patrick Weil, École normale supérieure, 8 avril 2025.

- Participation à l'émission animée par Patrick Saint-Paul, « Le Club – Le Figaro International », « [La paix est-elle à portée de main en Ukraine](#) », Le Figaro Radio, 29 avril 2025.

- Co-animation du séminaire « [Les relations économiques et commerciales de la Russie avec l'Afrique : quelles trajectoires ?](#) » avec le Pr Julien Vercueil, dans le cadre d'un cycle de conférences « La Russie en Afrique : logiques et répertoires d'action », organisé avec Alexandre Lauret et Mathieu Mérino, École militaire, 30 avril 2025.



Mathieu MÉRINO

- Intervenant sur le thème « Les processus électoraux en Afrique, quel avenir ? » dans le cadre des « Mercredi de l'Afrique » au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2 avril 2025.

- Co-intervenant sur le thème « IRSEM's Priority Research Areas in Africa » dans le cadre de la visite d'une délégation de l'Institut fédéral des hautes études de sécurité allemand (Bundesakademie für Sicherheitspolitik – BAKS), École militaire, 3 avril 2025.

- Co-animateur du séminaire « [Les relations économiques et commerciales de la Russie avec l'Afrique : quelles trajectoires ?](#) » avec le Pr Julien Vercueil, dans le cadre d'un

cycle de conférences « La Russie en Afrique : logiques et répertoires d'action », organisé avec Céline Marangé et Alexandre Lauret, École militaire, 30 avril 2025.



Angélique PALLE
(associée)

- Modération de la table ronde « Souveraineté énergétique », Paris Defense and Security Forum, École militaire, Paris, 19 mars 2025.

- Participation à la table ronde « Sécurité climatique », Paris Defense and Security Forum, École militaire, Paris, 19 mars 2025.

- Interview : « Le dessous des images » : « [On - Off le show électrique anti-russe](#) », Arte, 19 mars 2025.

- Expertise : Euro-Atlantic Resilience Center, [5th resilience training for civilian experts](#), Bucarest, 24-28 mars 2025.



Philippe PERCHOC

- Intervention lors de l'événement du Cercle francophone des affaires européennes sur la Défense européenne, IRSEM Europe, 2 avril 2025.

- Intervention lors du séminaire « [Funding European military buildup](#) » du think tank suédois SIEPS, 2 avril 2025.

- Présentation de travaux dans le séminaire de recherche de l'IRSEM, École militaire, 8 avril 2025.



Carine PINA

- Intervention : « The People's Republic of China and its overseas Chinese communities under the Xi Jinping era. Between authoritarian extraterritorial practices, utilitarian visions and vectors of power », au séminaire « [Overseas Chinese population in Europe and the Party State](#) », CERI-Sciences Po, 4 avril 2025.

- Intervention : « Chinese Interests in Portugal », séminaire « Political implications of Chinese Economic Presence in Europe », MAE-CAPS, 4 avril 2025.



Malcolm PINEL
(associé)

- Intervention : « Retex de l'emploi des drones en Ukraine » à la table ronde « Industrial Maintenance Strategies for Naval Vessels and UAVs in Europe » durant la conférence « Maintenance in Defence Domains », organisée par le réseau European Network of Defence-Related Regions soutenue par la Commission européenne, Toulon, 1^{er} avril 2025.



Maud QUESSARD

- Entretien avec Eva Martin, « Le futur incertain de Radio Free Europe/Radio Liberty ouvre la voie à la propagande russe », *Télérama*, 1^{er} avril 2025.

- Invitée de l'émission « Le Débat du jour » : « Signalgate : le secret défense est-il menacé ? » avec Didier Danet et Rayana Stamboliyska, RFI, 3 avril 2025.

- Communication au colloque « Refonder la politique étrangère face à la politique prédatrice de l'administration Trump », organisé par l'Institut d'études internationales de Montréal, le Rubicon et le RAS, avec Jonathan Paquin, Justin Massie et Laurent Borzillo, UQAM Montréal, 7 avril 2025.

- Organisation et discussion de la rencontre fermée sur l'avenir de la sécurité en Europe avec des chercheuses de la RAND Corporation, IRSEM, 9 avril 2025.

- Invitée du Journal de la mi-journée sur le thème « Trump accélère sa croisade anti-migrants », France 24, 12 avril 2025.

- Invitée de l'émission « Sens public », présentée par Thomas Hughes, « Pourquoi Trump déteste-il l'Europe ? » avec Pierre Bourgois, Public Sénat, 14 avril 2025.

- Participation à la table ronde organisée par David Cadier « The Russia-Ukraine War and the Future of the European Security Order » avec Olga Olikier, Hiski Haukkala et Pierre Vimont, IRSEM, 16 avril 2025.

- Participation à une réunion fermée, « Dissuader la Russie : une perspective finlandaise sur la sécurité régionale », autour d'Hiski Haukkala, directeur de l'Institut finlandais pour les affaires internationales (FIIA) et ancien conseiller diplomatique du président de la République de Finlande, IRSEM, 17 avril 2025.

- Organisation du séminaire IRSEM-OPEXAM, autour du professeur David Haglund sur le thème de la présidence Trump, du Canada et de la relation transatlantique, avec Élie Baranets, IRSEM, 17 avril 2025.
- Intervention dans l'émission de Philippe Reltien, « Groenland : le dessous des cartes », pour la cellule investigation de Radio France, France Inter, 19 avril 2025.
- Invitée de l'émission « Cultures Monde », présentée par Julie Gacon, « Soft power : la fin du rêve américain ? », avec Tristan Mattelart, France Culture, 21 avril 2025.
- Invitée du séminaire du Cercle international, « États-Unis : Régression, Récession, Sécession », modéré par Théo Quiers, avec Anne Deysine, Assemblée nationale, groupe PS, 28 avril 2025.
- Entretien avec Christophe Drevet, « Comment l'« America first » de Donald Trump fait reculer les États-Unis sur la scène internationale », RFI, 29 avril 2025.
- Invitée de l'émission spéciale « Trump 100 jours » avec Corentin Selin, Jeremy Guez, RFI, 30 avril 2025.



Clément RENAULT

- Podcast : « Enquête OSINT, un jeu très sérieux ? », Mismatch, 2 avril 2025.
- Organisation de la seconde séance du séminaire de recherche fermé sur le renseignement, IRSEM, 3 avril 2025.
- Organisation de la quatrième conférence du cycle annuel de conférence sur le renseignement autour de Béatrice Guillaumin, sur l'appareil français de renseignement, 8 avril 2025.



Virginie SALIOU

- Intervenante dans la conférence « Tempêtes géopolitiques à venir : des mers et océans disputés ? », dans le cadre d'une table ronde Géopo'Litiges de l'École normale supérieure (ENS) de Lyon, 7 avril 2025.



Elyamine SETTOUL

- Séance de sensibilisation : « Le rôle du numérique dans les nouvelles formes de radicalités », organisée par la ville de Rouen, 3 avril 2025.

- Conférence : « Quelle réinsertion pour les personnes radicalisées ? », organisée par la direction de la Sécurité publique et de la Prévention de la délinquance de la ville de Manosque, 28 avril 2025.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Intervention dans un [séminaire](#) consacré aux acteurs sécuritaires au Bangladesh organisé par le South Asia Center du Manokar Parikar Institute for Defense Studies and Analyses (IDSA), New Delhi, 21 avril 2025.
- Invité de l'émission « Débat-doc » : « [Vietnam, une guerre civile](#) », LCP, 28 avril 2025.



Victor VIOLIER

- Participation à la rencontre bilatérale franco-britannique sur la Russie et la guerre en Ukraine organisée par le CAPS et réunissant chercheurs et diplomates français et britanniques, Paris, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2 avril 2025.
- Co-organisation et co-animation avec Céline Marangé (IRSEM), Anne le Huérou (Université Paris Nanterre, ISP) et Anna Colin-Lebedev (Université Paris Nanterre, ISP) de la première séance du séminaire IRSEM/ISP « [L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations](#) » à l'occasion d'une première séance inaugurale intitulée « Mobiliser des civils pour la guerre – Leçons de l'expérience ukrainienne », avec Anna Colin Lebedev, Paris, École militaire, 4 avril 2025.



Joël ZAFFRAN (associé)

- Article : « [Au seuil de l'armée. Pourquoi devenir militaire du rang dans l'armée de Terre ?](#) », *Sociologie*, 16 (1), 2025, p. 39-57.



Océane ZUBELDIA

- Publication : « L'exposition universelle d'Osaka 2025 : la "société du futur" vue par le Japon », *Revue internationale et stratégique*, 137, « Le Japon et les métamorphoses de la puissance », sous la direction de Marianne Péron-Doise, Printemps 2025, p. 97-102.

- Présentation des travaux du domaine Armement et économie de défense (AED) aux étudiants de l'Université Paris-Panthéon-Assas, École militaire, 9 avril 2025.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ACTIONS CLANDESTINES

Cullen Nutt, « [When Do Great Powers Employ Covert Action?](#) », *Security Studies*, 2025, en ligne, p. 1-38.

À quel moment les grandes puissances ont-elles recours à des actions clandestines – comme l'ingérence dans des élections ou l'organisation de coups d'État – contre leurs propres alliés ? C'est à cette question que Cullen G. Nutt tente de répondre dans un article récemment publié dans la revue *Security Studies*. La littérature existante sur les origines des actions clandestines tend à considérer que ces dernières se produisent lorsqu'il existe un conflit ouvert entre l'État intervenant et sa cible, ou lorsque les deux États adoptent des lignes idéologiques contradictoires.

En mettant en lumière le rôle central des doutes qu'une grande puissance peut nourrir quant à la loyauté future d'un allié, l'article de Nutt propose une autre lecture. Dès qu'un allié semble vaciller ou devenir incertain, la tentation d'intervenir « sous les radars » émerge. Les grandes puissances peuvent tirer divers avantages de telles actions secrètes, qui sont souvent plus discrètes et plus efficaces que des mesures ouvertes. Le comportement des États-Unis pendant la guerre froide est une illustration parfaite de cette proposition théorique.

L'enquête conduite par Nutt a vocation à améliorer notre compréhension des mécanismes par lesquels les États cherchent à contrôler ou « lier » leurs partenaires, et montre que les alliances, bien qu'elles visent la coopération, peuvent en réalité accroître la vulnérabilité des États face à des actions préventives menées dans l'ombre par leurs propres alliés.

Élie BARANETS

ÉTATS-UNIS

Comfort Ero, « [The Case for a “Trump to Tehran” Strategy: How to Turn Maximum Pressure Into Personal Diplomacy](#) », *Foreign Affairs*, 11 avril 2025.

Comfort Ero, présidente-directrice générale de l'International Crisis Group (ICG), signe un article dans *Foreign Affairs* consacré à la diplomatie américano-iranienne. L'ICG est une organisation non gouvernementale indépendante qui œuvre à la prévention des conflits par des analyses d'experts et le suivi des actualités géopolitiques.

Dans le cadre du dégel des discussions sur le nucléaire entre les États-Unis et l'Iran, l'autrice s'interroge sur la capacité de la nouvelle administration américaine à mener ces négociations à bien tout en évitant une confrontation directe. La situation actuelle de l'Iran, affaibli par les sanctions économiques et la défaite militaire de ses proxys dans la région, semble favoriser une inflexion vers le dialogue avec Washington.

Toutefois, la politique de pression maximale exercée par les États-Unis pourrait s'avérer contre-productive. Les autorités iraniennes ne souhaitent pas un accord unilatéral les contraignant sans concessions de la partie américaine. Conscientes de leurs vulnérabilités, elles n'en restent pas moins des interlocutrices dotées de leviers : une force militaire capable de déstabiliser la région et un programme nucléaire avancé. Depuis la fin du JCPOA en 2018, les progrès technologiques réalisés et les stocks d'uranium enrichi accumulés suscitent de vives inquiétudes quant à une possible accession de l'Iran au statut de puissance nucléaire.

Ces éléments font de l'Iran un acteur crédible dans une négociation fondée sur un rapport de force assumé. La diplomatie devra donc s'imposer lors des pourparlers à Oman. Tandis qu'Israël pousse vers un « modèle libyen » de démantèlement total des infrastructures nucléaires, Comfort Ero estime qu'une telle approche échouerait tout autant qu'un maintien durable de la pression. Elle plaide pour une négociation plus fine et progressive, qui aborde les points de convergence avec rigueur et pragmatisme.

Le souhait du président Trump de pratiquer une diplomatie personnelle, à travers une rencontre directe avec le président iranien Masoud Pezeshkian, constitue un enjeu central. Il cherche à inscrire une telle rencontre dans l'histoire diplomatique, à l'image de la visite de Richard Nixon en Chine en 1972. À cette fin, Trump pourrait proposer un allègement temporaire des sanctions en échange d'un gel de l'enrichissement d'uranium par l'Iran.

Cependant, renouer un dialogue ouvert et sincère après des années d'hostilité reste une tâche ardue. La diplomatie régionale, notamment celle des États du Golfe, devra jouer un rôle de médiation dans un contexte de profonde méfiance entre les deux protagonistes. Ce travail de reconstruction diplomatique est d'autant plus nécessaire qu'en l'absence d'accord, le risque d'un affrontement militaire majeur reste une issue redoutée et non souhaitable.

Côme LÉCOSSAIS

Dana STROUL, « [The Narrow Path to a New Middle East: A Regional Order to Contain Iran for Good](#) », *Foreign Affairs*, 2 avril 2025.

Dana Stroul, directrice de recherche au Washington Institute for Near East Policy – une institution historiquement proche de l'AIPAC et favorable aux positions israéliennes – a également été sous-secrétaire adjointe à la Défense des États-Unis. Dans *Foreign Affairs*, elle identifie une « fenêtre générationnelle » pour réduire durablement l'influence régionale de l'Iran.

Affaibli par les frappes israéliennes et la défaite de ses proxys (Hamas, Hezbollah, Houthis, milices syriennes et irakiennes), l'Iran se trouve dans une impasse stratégique. L'autrice souligne que la stratégie de pression maximale fonctionne, à condition de ne pas reposer uniquement sur la coercition militaire. La combinaison des sanctions, des opérations militaires ciblées et d'un engagement diplomatique structuré pourrait permettre de consolider un ordre régional plus stable et sécurisé.

Dana Stroul plaide pour un soutien explicite aux nouvelles dynamiques politiques émergentes dans la région. Le gouvernement libanais, engagé dans le démantèlement du Hezbollah, la transition en Syrie, ou encore les efforts de Bagdad pour limiter l'influence iranienne, représentent des opportunités à appuyer. Ce consensus anti-iranien, encore fragile, nécessite des ressources politiques, diplomatiques et financières. Or le retrait de l'aide américaine (USAID), la suspension d'initiatives de stabilisation et l'absence d'allègement ciblé des sanctions sapent ces efforts.

L'autrice avertit que laisser ces transitions sans accompagnement créerait un vide dont l'Iran pourrait tirer profit en réactivant ses réseaux sociaux d'influence. La politique actuelle de Washington, jugée trop inspirée des doctrines sécuritaires israéliennes, manque d'un véritable multilatéralisme et néglige les puissances tierces comme la Chine ou la Russie, qui continuent de soutenir Téhéran.

Enfin, Dana Stroul établit un parallèle avec les erreurs commises lors de l'accord nucléaire de 2015 (JCPOA), en sou-

lignant que l'absence de concertation avec les partenaires régionaux avait alors fragilisé sa légitimité. Aujourd'hui, un effort coordonné, mêlant pression et diplomatie inclusive, est essentiel pour empêcher une résurgence stratégique de l'Iran.

Côme LÉCOSSAIS

Sarkawt Shamsulddin, « [Trump must clarify his Iraq policy](#) », *Atlantic Council*, 17 avril 2025.

Dans un contexte de redressement économique et sécuritaire inédit depuis les années 1970, l'Irak risque une instabilité politique majeure en amont des élections législatives de novembre 2025. Sarkawt Shamsulddin, ancien parlementaire irakien et chercheur associé de l'Atlantic Council, alerte sur l'ambiguïté de la politique américaine concernant les Hachd al-Chaabî, les Forces de mobilisation populaire (FMP), accusés d'être des relais de l'Iran.

L'absence de position claire de l'administration Trump alimente la confusion à Bagdad, fragilise le Premier ministre al-Sudani et menace la tenue des élections. L'auteur plaide pour une distinction nette entre les unités loyalistes irakiennes et les factions pro-iraniennes, ainsi que pour un appui clair à l'intégration des FMP dans l'appareil d'État. Une communication stratégique cohérente est indispensable pour préserver les acquis démocratiques et sécuritaires de l'Irak, pilier de la stratégie régionale américaine.

Côme LÉCOSSAIS